no. 1,6

DEC 8 1914

LES UNIVERSITÉS FRANÇAISES

AUX

UNIVERSITÉS DES PAYS NEUTRES

Les Universités Allemandes viennent de protester contre les accusations dont leur pays est l'objet à l'occasion de la guerre.

Les Universités Françaises se borneront à vous soumettre les questions suivantes :

Qui a voulu cette guerre ?

Qui, pendant le trop court répit laissé aux délibérations de l'Europe, s'est ingénié à trouver des formules de conciliation ? Qui, au contraire, a refusé toutes celles qu'ont successivement proposées l'Angleterre, la Russie, la France et l'Italie ?

Qui, au moment précis où le conflit paraissait s'apaiser, a déchaîné la guerre, comme si l'occasion propice était attendue et guettée ?

Qui a violé la neutralité de la Belgique, après l'avoir garantie ?

Qui a déclaré à ce propos que neutralité est un mot, que « les traités sont des chiffons de papier », et qu'en temps de guerre « on fait comme on peut » ?

Qui tient pour non avenues les conventions internationales par lesquelles les puissances signataires se sont engagées à n'user, dans la conduite de la guerre, d'aucun moyen de force constituant une « barbarie » ou une « perfidie » et à respecter les monuments historiques, les édifices des cultes, des sciences, des arts et de la bienfaisance, sauf dans les cas où l'ennemi, les dénaturant le premier, les emploierait à des fins militaires ?

Dans quelles conditions l'Université de Louvain a-t-elle été détruite ?

Dans quelles conditions la Cathédrale de Reims a-t-elle été brûlée ?

Dans quelles conditions des bombes incendiaires ont-elles été jetées sur Notre-Dame de Paris ?

A ces questions, les faits seuls doivent répondre.

Déjà, vous pouvez consulter les documents publiés par les chancelleries, les résultats d'enquêtes faites par des neutres, les témoignages trouvés dans des carnets allemands, les témoignages des ruines de Belgique et des ruines de France.

Ce sont nos preuves.

Contre elles, il ne suffit pas, ainsi que l'ont fait les représentants de la science et de l'art allemands, d'énoncer des dénégations, appuyées seulement d'une « parole d'honneur » impérative.

Il ne suffit pas davantage, comme font les Universités Allemandes, de dire : Vous connaissez notre enseignement ; il n'a pu former une nation de barbares.

Nous savons quelle a été la valeur de cet enseignement. Mais, nous savons aussi que, rompant avec les traditions de l'Allemagne de Leibnitz, de Kant et de Gœthe, la pensée allemande vient de se déclarer solidaire, tributaire et sujette du militarisme prussien, et qu'emportée par lui, elle prétend à la domination universelle.

De cette prétention, les preuves abondent. Hier encore, un maître de l'Université de Leipzig écrivait : « C'est sur nos épaules que repose le sort futur de la culture en Europe ».

Les Universités Françaises, elles, continuent de penser que la civilisation est l'œuvre non pas d'un peuple unique, mais de tous les peuples, que la richesse intellectuelle et morale de l'humanité est créée par la naturelle variété et l'indépendance nécessaire de tous les génies nationaux.

Comme les armées alliées, elles défendent, pour leur part, la liberté du monde.

Le 3 Novembre 1914.

L'UNIVERSITÉ DE PARIS.
L'UNIVERSITÉ D'AIX-MARSEILLE.
L'UNIVERSITÉ D'ALGER.
L'UNIVERSITÉ DE BESANÇON.
L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX.
L'UNIVERSITÉ DE CAEN.
L'UNIVERSITÉ DE CLERMONT.
L'UNIVERSITÉ DE DIJON.
L'UNIVERSITÉ DE GRENOBLE.
L'UNIVERSITÉ DE LYON.
L'UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER.
L'UNIVERSITÉ DE NANCY.
L'UNIVERSITÉ DE POITIERS.
L'UNIVERSITÉ DE RENNES.
L'UNIVERSITÉ DE TOULOUSE.

L'Université de Lille n'a pu être consultée.